

[A propos](#)

[Contact](#)

[Membres](#)

[Boutique](#)

[Faire un don](#)

Taille du texte:

Imprimez: 

[l'Iran](#)

[3 000 soldats US en route pour l'Afrique](#)

[La justice française ordonne la libération de George](#)

La une

Israël continue le bombardement massif de Gaza au milieu de pourparlers en vue d'une trêve

Les multiples visages de cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib

2007-2012 : 6 années qui ébranlèrent les banques

Israël rappelle 75 000 soldats sous les drapeaux pendant que les bombardements se poursuivent à Gaza

Passation de témoin en Chine : Une alternance en pente douce

Crise en Grèce : Bonne presse

Syrie : Un bain de sang prochain contre les Alaouites

La remise des dettes au pays de Canaan

[Tous les articles](#)

ACTUALITÉS

LES PLUS PARTAGÉS

RÉGIONS

THÈMES

ANALYSES

Inscrivez-vous à la Newsletter*

entrez votre email ici

OK

Faire un don maintenant

Recherche

Liste des pays

Auteurs

SAB KUCH BIKTA HAI

Find used Items



Bajaj Pulsar
FROM
₹ 20,000



Maruti 800
FROM
₹ 50,000

www.olx.in



Suivre Mondialisation.ca

Novembre 1917, Novembre 1967, Novembre 2012 : La tragédie palestinienne continue

De [Chems Eddine Chitour](#)

Global Research, 24 novembre 2012

Région : Moyen Orient

Thème : Crimes contre l'humanité, Histoire, société et culture

Analyses : LA PALESTINE

Like 76

2

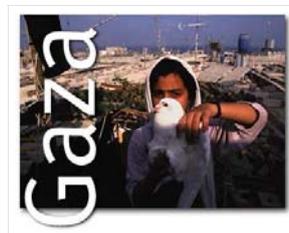
Apply now and avail yatra.com vouchers worth ₹8500*

- ▶ Enjoy 10% Cash Back on travel
- ▶ 4x rewards on travel spends
- ▶ India's 1st Travel Cash Back and Rewards Card

Apply now

Standard Chartered Here for good

*TAC 45% Credit Card



«Le problème que Gaza pose à Israël est qu'il ne va pas s'évaporer – en dépit du grand désir d'Israël de le voir s'évaporer. Gaza est le rappel constant de la dépopulation de la Palestine en 1948, de la folie de l'occupation de 1967, et des nombreux massacres qui ont été perpétrés depuis (...).»

Yousef Munayyer de la Fondation de Jérusalem / Centre Palestinien

Une nouvelle fois les armes se sont tuées. Enfin! Cependant, cette paix armée est provisoire dans l'attente du prochain conflit. Les racines de ce conflit plongent leur histoire dans deux récits: le récit biblique avec la terre promise il y a 3000 ans par Dieu aux « Banou Israël », « Les enfants d'Israël » et le récit politique d'un certain Balfour, lord de son état et, accessoirement ministre de sa Gracieuse Majesté, un certain 2 novembre 1917. Dans cette contribution, nous voulons pointer du doigt trois événements qui eurent lieu en novembre et qui segmentèrent la tragédie palestinienne.

Qui sont ces Palestiniens qui refusent de disparaître?

Les Palestiniens sont 10 millions et connaissent une importante diaspora. Plus de 4 millions d'entre eux ont le statut de réfugiés, suite à l'exode palestinien de 1948 et à la guerre des Six Jours. 2,6 millions vivent en Jordanie, 1,2 million en Israël, 500.000 sur le continent américain, tandis que le reste est réparti dans le Monde arabe. Seuls 3,7 millions vivent dans les «territoires palestiniens» (Bande de Gaza, Cisjordanie et Jérusalem-Est). Le Conseil national palestinien a proclamé l'indépendance d'un État de Palestine le 15 novembre 1988 à Alger, mais n'est pas reconnu par l'ONU (bien que la déclaration soit, elle, «prise en compte» par la résolution 43/177 de l'Assemblée générale des Nations unies, votée le 15 décembre 1988. Le 7 juillet 1993, les accords dits d'Oslo sont signés et établissent un accord de principe entre Israël et les Palestiniens représentés par l'OLP. Ils arrêtent le principe d'une future autonomie palestinienne à Jéricho et à Gaza. Le 13 septembre 1993, en présence du président Bill Clinton, Yasser Arafat et Yitzhak Rabin signent une déclaration élaborée à Oslo qui aboutit à la reconnaissance mutuelle de l'OLP et d'Israël Depuis, plus rien...

Les résolutions des Nations unies ignorées par Israël

Citons sans être exhaustif toutes les résolutions votées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée des Nations unies. Aucune de ces résolutions n'a été appliquée. Il a fallu d'une seule résolution arrachée par la France, la 1703, pour que quelques mois après El Gueddafi soit lynché et que le chaos s'installe durablement en Libye loin des puits de pétrole qui eux se portent bien... 29 novembre 1947: l'Assemblée générale de l'ONU adopte à la majorité des deux tiers la résolution 181 qui partage la Palestine en un État juif et un État arabe et place Jérusalem et les Lieux Saints «sous régime international». Exil des Arabes de Palestine. Printemps 1948, 70 à 80% des... Résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU (29 novembre 1947): plan de partage de la Palestine. Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU (11 décembre 1948): droit inaliénable au retour des Palestiniens. Résolution 237 du Conseil de sécurité de l'ONU (14 juin 1967): retour des réfugiés palestiniens. Résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 novembre 1967): illégalité de l'occupation des territoires envahis lors de la guerre de 1967.

Après la guerre d'autres résolutions furent prises et là aussi sans effet, citons : Les Résolution 2649 de l'Assemblée générale de l'ONU (30 novembre 1970): légitimité de la lutte des peuples

Sign Up Create an account or **log in** to see what your friends like.

 **Mondialisation.ca** on Facebook
 I like 2,865
 Facebook social plugin

Mondialisation.ca sur Twitter

No Tweets Available

Suivre @CRM_CRG 372 abonnés

Nos livres (anglais)



Towards a World War III Scenario
 by Michel Chossudovsky

Buy Now!



America's "War on Terrorism"
 by Michel Chossudovsky

Buy Now!



Globalization of Poverty and the New World Order
 by Michel Chossudovsky

Buy Now!



Seeds of Destruction: Hidden Agenda of Genetic Manipulation
 by F. William Engdahl

Buy Now!



SPECIAL: America's "War on Terrorism" + Globalization of Poverty
 by Michel Chossudovsky

Buy Now!



SPECIAL: Global Economic Crisis + Globalization of Poverty
 by Michel Chossudovsky

Buy Now!



The Global Economic Crisis
 by M. Chossudovsky and A. G. Marshall

Buy Now!

Boutique en ligne

assujettis pour recouvrer leurs droits par tous les moyens. Résolution 3236 de l'Assemblée générale de l'ONU (22 novembre 1974): droits inaliénables du peuple palestinien. Résolution 3379 de l'Assemblée générale de l'ONU (10 novembre 1975): qualification du sionisme. Résolution 3240/B de l'Assemblée générale de l'ONU (2 décembre 1977): journée de solidarité avec le peuple palestinien. Résolution 446 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 mars 1979): illégalité des colonies de peuplement dans les Territoires occupés. Résolution 478 du Conseil de sécurité de l'ONU (20 août 1980): illégalité de l'annexion de Jérusalem. Résolution 46/86 de l'Assemblée générale de l'ONU (16 décembre 1991): retrait de la qualification du sionisme. Résolution 1397 du Conseil de sécurité (13 mars 2002): appel à la création d'un État palestinien. Résolution ES-10/15 de l'Assemblée générale de l'ONU (20 juillet 2004): illégalité du Mur construit dans les Territoires occupés.

La Déclaration de Balfour du 2 novembre 1917

Tout commence pour la période «récente» avec la Déclaration de Balfour pour service rendu à la couronne par le chimiste Chaim Weizmann, né en Russie en 1904, il s'installe en Grande-Bretagne et devient sujet de la couronne. Il s'investit dans l'effort de guerre britannique durant la Première Guerre mondiale. En 1916, il met au point un procédé de fabrication de l'acétone, pour la fabrication d'explosifs TNT pour les Alliés. La déclaration est la suivante: «Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les juifs jouissent dans tout autre pays.» On le voit, les Palestiniens qui sont autochtones ne sont que des collectivités non juives, sous-entendus des minorités. C'est la première pierre du calvaire palestinien qui dure depuis 95 ans.

La résolution 242 du 22 novembre 1967 du Conseil de sécurité des Nations Unies

La résolution 242 est une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui a été votée le 22 novembre 1967 suite à la guerre des Six Jours. L'ONU se réfère régulièrement à ce texte dans d'autres résolutions adoptées sur la question israélo-palestinienne. À l'issue de la première guerre israélo-arabe, aucun accord de paix n'a été signé entre Israël et les pays arabes voisins et le problème des réfugiés palestiniens reste sans solution. Pour rappel, le 5 juin 1967, Israël lance une attaque surprise contre l'Égypte puis attaque la Jordanie et la Syrie. En six jours, elle prend le contrôle du Sinaï de la bande de Gaza, de la Cisjordanie dont Jérusalem-Est et du plateau du Golan. Israël entame une politique d'annexion et d'expulsions à Jérusalem, en Cisjordanie et au Golan, et recherche une solution globale «sur la base de la reconnaissance des faits accomplis depuis 1948».(1)

Déjà les médias occidentaux mirent en oeuvre avec une rare partialité leur soutien à Israël en présentant cette guerre de six petits jours en hébreu la guerre des Six-Jours (en hébreu: *Milkhemet Sheshet HaYamim*) que l'on peut traduire par «l'épopée des six jours» en arabe (*Melhamet Sitet Ayam*) ce qui explique la parenté arméénienne des deux langues, est qualifiée de guerre des «Six Jours» pour bien montrer la supériorité écrasante d'Israël face à tous les pays arabes réunis. Les médias occidentaux -et notamment français- prennent alors fait et cause pour Israël face aux Arabes. Cette thèse de l'agression arabe n'est plus guère défendue. Menahem Begin l'admit en 1982 «Nasser n'a pas choisi d'attaquer Israël, Israël a choisi d'attaquer Nasser». Pour le général israélien Matityahou Peled: «La thèse selon laquelle le génocide était suspendu sur nos têtes en juin 1967, et qu'Israël combattait pour son existence physique, n'était qu'un bluff.» (2)

C'est le combat juste du petit David provoqué par le grand Goliath encore un récit mythique qui justifiera par la suite chaque guerre d'Israël (Raisins de la colère, Plomb durci, le dernier en date Colonne de nuée, traduit par Pilier de défense). Les Arabes humiliés, resserrent les rangs lors du IVe Sommet de la Ligue arabe, c'est le «triple refus de Khartoum» les «trois non»: 1. Pas de paix avec Israël, 2. Pas de reconnaissance d'Israël: 3. Pas de négociation avec Israël. Ces mêmes chefs d'Etat qui, pour la plupart, font actuellement assaut d'allégeance pour ne pas déplaire à Israël.

La résolution 242 du Conseil de sécurité est adoptée le 22 novembre 1967 à la majorité absolue des 15 membres «Le Conseil de sécurité, (...) Soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité, soulignant en outre que tous les États membres, en acceptant la Charte des Nations unies, ont contracté l'engagement d'agir conformément à l'Article 2 de la Charte :

Affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants: a. Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés au cours du récent conflit; b. Fin de toute revendication ou de tout état de belligérance, respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de violence.

Une autre lecture due à la version anglaise provient de l'ambiguïté née d'une subtile différence entre les textes anglais et autres (français, espagnol, arabe, chinois) qui parlent de retrait «des»

territoires occupés en français et « *withdrawal of Israel armed forces from territories occupied in the recent conflict* »; («de» territoires occupés). Les gouvernements israéliens veulent seulement prendre en compte cette dernière version parce que dans une acception limitative, elle leur permettrait éventuellement de conserver certains territoires occupés. Le Conseil de sécurité n'a depuis pas pris de résolution «interprétative» qui aurait levé l'ambiguïté entre les versions linguistiques. Par exemple, la résolution 476 du 30 juin 1980 indique dans sa version française que le Conseil de sécurité «[r]éaffirme la nécessité impérieuse de mettre fin à l'occupation prolongée des territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem» avec la locution «*of Arab territories*».

Les massacres et la trêve de Gaza du 21 novembre 2012

Pour arriver à cette trêve sans revenir longuement sur la genèse de l'affaire, tout a commencé le 14 novembre avec l'assassinat par un drone de Ahmed Jabari, chef de la sécurité du Hamas pourtant garant depuis 5 ans de la trêve Hamas-Israël. Le 17 novembre, selon le quotidien Haaretz, le ministre de l'Intérieur israélien Eli Yishai déclarait à propos de Gaza: «*The goal of the operation is to send Gaza back to the Middle Ages. Only then will Israel be calm for forty years.*» («Le but de cette opération est de renvoyer Gaza au Moyen Âge. Alors seulement, nous serons tranquilles pour quarante ans.»).

Nous ne sommes pas étonnés outre mesure si l'on apprend que même certains intellectuels israéliens deviennent des Terminator des faibles! Ainsi pour l'écrivain israélien A. B. Yehoshua, connu pour ses prises de position en faveur de «la paix»: «Le temps est venu pour Israël d'admettre que Gaza est un ennemi. Et d'agir en conséquence: cesser de fournir de l'électricité et de faire passer de la nourriture. Déclarer officiellement que nous sommes en état de guerre et agir en conséquence. Je pense que la paix ne peut pas se faire avec Gaza. Avec le gouvernement de l'Autorité palestinienne, il y a moyen de discuter: nous pouvons négocier le gel des implantations et le retour aux frontières de 1967. Mais Gaza ne relève pas de l'autorité du gouvernement palestinien, Gaza c'est une autre histoire.» (3)

On le voit, même les «colombes» israéliennes préfèrent des dirigeants sans épaisseur qui n'arrêtent pas de supplier en vain. Il a fallu 5 morts Israéliens dont 3 civils, 165 morts Palestiniens dont beaucoup d'enfants, des centaines de blessés et des traumatisés à vie, pour qu'Israël accepte d'arrêter le massacre.

Pourtant, d'autres personnalités lucides et même des hommes de religion juifs israéliens ont tenu à rappeler les termes originels de cette confrontation. «Soyons clairs, écrit le rabbin Brant Rosen, cette tragédie n'a pas commencé avec les Qassams. Elle n'a pas commencé avec l'élection du Hamas. Et elle n'a pas commencé avec «l'instabilité» qui a suivi le retrait israélien de Gaza. (...) Non, tout cela n'est que le dernier chapitre d'une saga beaucoup plus longue qui a commencé en 1947-48 quand des dizaines de Palestiniens ont fait l'objet d'un nettoyage ethnique qui les a chassés de leurs villes et de leurs villages des plaines côtières et de basse Galilée pour les parquer dans une minuscule bande de terre au bord de la Méditerranée. La majorité d'entre eux était clairement en trop grand état de choc pour réaliser ce qui était en train de leur arriver. Certains ont essayé de rentrer chez eux et ont été tués sans sommation. D'autres ont résisté en faisant des raids à l'intérieur de l'Etat nouvellement déclaré d'Israël. Parfois, ils ont réussi, mais le plus souvent ils ont échoué. De toute façon, Israël a décidé très tôt qu'il répondrait à chacune de ces attaques de représailles par une démonstration écrasante de force. Et ces attaques de représailles et ces démonstrations écrasantes de force militaire se sont poursuivies jusqu'à aujourd'hui.» (4)

Enfin, une énième trêve est signée ! Le ministre égyptien des Affaires étrangères a annoncé mercredi 21 novembre qu'une trêve avait été conclue entre Israël et le Hamas palestinien. Le cessez-le-feu est entré en vigueur à Gaza le 21 novembre à 20 heures. Les principaux points du texte sont: Israël doit mettre fin à toute offensive territoriale, maritime ou aérienne contre la bande de Gaza, y compris les incursions territoriales et la liquidation d'individus. Toutes les factions palestiniennes doivent mettre fin à toutes les attaques lancées de la bande de Gaza contre Israël, y compris les tirs de roquettes et toutes les attaques le long de la frontière. La trêve prévoit l'ouverture des points de passage, la facilitation du mouvement des individus et du transport de marchandises et la fin des restrictions de mouvement des habitants et des liquidations d'habitants dans les zones frontalières.

Notons que le même jour, mardi dernier, en vertu de la politique bien connu du fait accompli, le ministre de l'Intérieur israélien avait annoncé la construction de 1100 logements dans le quartier de colonisation juive de Gilo, à Jérusalem-Est occupée. Il fallait sans douter secouer l'inertie dont font montre les Européens face à l'arrogance d'Israël qui, dans le même temps, où Israël réclame des Palestiniens de reprendre les négociations, elle poursuit assidûment la construction des logements à Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupées

La création de l'État palestinien, aux termes des Accords d'Oslo, aurait dû intervenir en décembre 1998 selon l'accord de septembre 1993 de Washington. Nous en sommes loin. Le 24 septembre 2011, le président Mahmoud Abbas demande officiellement à la tribune des Nations unies l'adhésion de l'État palestinien à l'ONU La demande a été rejetée.

Le 29 novembre 2012, Abbas récidive, il compte revoir ses ambitions à la baisse, il demande uniquement un statut à l'ONU de non-membre style Vatican. Les Etats-Unis sont contre et l'ont fait savoir. Sur quoi tout cela va déboucher, nous n'en savons rien. Ce qu'il y a de sûr c'est que la

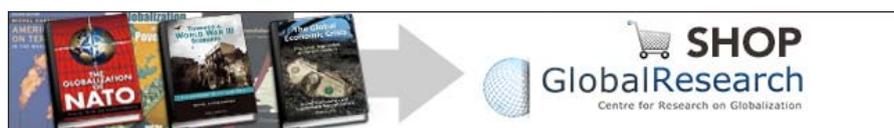
colonisation continue; près de 350.000 colons sont installés sur les territoires occupés et ne comptent pas les quitter. Il ne restera rien aux Palestiniens.

Plus grave, on aurait pensé à un Etat binational de tout ses citoyens sans apartheid comme l'avait proposé Hannah Arendt ou Martin Buber. Rien de cela car Israël se veut un Etat juif, ce qui veut dire qu'à terme, même les Arabes israéliens n'ont pas vocation à rester dans un Etat juif, ce qui ouvre la porte à une autre Nakba.. Est-ce ainsi que les Hommes vivent?

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique Alger enp-edu.dz

1. La Résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies. Encyclopédie Wikipédia
2. http://www.lexpressiondz.com/chroniques/analyses_du_professeur_chitour/42925-L%E2%80%99humiliation-des-arabes.html
3. A.B. Yehoshua:La Repubblica. Propos recueillis par Francesca Caferri 22 novembre 2012
4. <http://www.legrandsoir.info/le-rabbin-brant-rosen-parle-de-l-attaque-contre-gaza.html>



TV5 MONDE + Afrique
La 1ère web TV 100% africaine Toute l'Afrique en vidéos
www.tv5.org/afrique

Like 76 2

Articles de :
Chems Eddine Chitour

Sur le même sujet:



Bulletin spécial de statistiques à l'occasion du 64ème anniversaire de la Nakba palestinienne, 10 mai 2012

La Nakba : épuration ethnique et déplacement de populationLe terme Nakba désigne littéralement une catastrophe naturelle, comme un tremblement de terre, une éruption volcanique ou un ouragan. La Nakba en Palestine décrit un processus de purification ethnique dans lequel une nation désarmée a été détruite et sa population déplacée pour être remplacée systématiquement par une autre population....

Environ 60% de la population palestinienne est tombée au-dessous du seuil de pauvreté

GAZA.22 Novembre 2006. Un rapport publié récemment par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) indique qu'un nombre croissant de familles vivant dans les territoires palestiniens tombent dans la pauvreté.L'évaluation de l'économie des ménages effectuée par le CICR révèle en effet une détérioration sensible des conditions économiques des familles de Cisjordanie et de Gaza ces quatre dernières années....

Israël contrôle 80% de l'eau palestinienne

Israël contrôle 80% de l'eau palestinienne et le contrôle régional s'est méthodiquement accru depuis des années Le chercheur palestinien Abu Kishek a déclaré que la sécurité de l'eau arabe est menacée par la politique israélienne et que toute solution politique au problème palestinien passera forcément par la question de l'eau....



Ralliement de paix pour la Lybie le 24 novembre

(Toronto, le 23 novembre 2011) – Alors que le gouvernement fédéral s'apprête à tenir, demain à Ottawa, une journée de célébration pour souligner le rôle militaire du Canada en Lybie, des citoyens de différentes villes canadiennes se mobiliseront pour consacrer 20 minutes de leur temps à la cause de la paix en Lybie et au but de mettre fin à la participation du Canada dans la « guerre contre le terrorisme » de l'OTAN....

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. The Center of Research on Globalization grants permission to cross-post original Global Research articles on community internet sites as long as the text & title are not modified. The source and the author's copyright must be displayed. For publication of Global Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: publications@globalresearch.ca

www.globalresearch.ca contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: media@globalresearch.ca

Copyright © Chems Eddine Chitour, Global Research, 2012